

L'adaptation aux évolutions des politiques de l'emploi

1) Objectif

Les services emploi font face à des incertitudes diverses : interrogations sur le sens des missions, incertitudes sur l'avenir des mesures et le niveau des crédits. Bien que les changements ou les évolutions des politiques de l'emploi fassent partie intégrante de l'activité du Ministère, celui-ci doit contribuer à en réduire les effets sur les conditions de travail des agents et à maintenir le sens de leur travail.

D'ores et déjà, certains leviers ont été débloqués pour permettre un déploiement de l'action de l'Etat dans les territoires, notamment une ligne de crédits souple de 80 M€ disponibles dès 2014. Par ailleurs, les conditions de la communication vers le réseau des Direccte/Dieccte ont été améliorées à la faveur de la démarche « ministère fort » (mise en place du Flash info emploi hebdomadaire, de l'outil Sharepoint de co-construction des textes et outils sur le champ des politiques de l'emploi, d'un calendrier partagé des réunions de réseaux de correspondants techniques, que ces réseaux soient animés par la DGEFP, la DGCIS ou la DG Trésor).

2) Description de l'action

- Accompagnement de la réforme de l'activité partielle (dématérialisation des autorisations), qui touche majoritairement des agents de catégorie C : expérimentation dans 3 UT (Nord-Lille, Ile et Vilaine, Haute Savoie) à l'été 2014, généralisation au 1er octobre 2014.
- Elaboration d'une note commune DGEFP / DGCIS, en lien avec les DIRECCTE, sur l'articulation des outils de la politique de l'emploi et de la politique industrielle au sein des Direccte
- Elaboration en lien avec le réseau des DIRECCTE d'une circulaire sur le service public de l'emploi, explicitant le sens des missions et les attendus des services, en parallèle de la publication du décret sur les CREFOP
- Evolution de la lettre hebdomadaire sur les politiques de l'emploi : questionnaire au réseau, évolutions techniques (système d'abonnement, format *newsletter*)
- Mise en place d'espaces collaboratifs dédiés avec échanges de documents et forums pour l'ensemble des réseaux de correspondants (DR, RP3E, correspondants « Accès et retour à l'emploi », « Mutations économiques », « FSE », « SRC »)
- Limitation du nombre de mails pour action au réseau des Direccte et harmonisation leur rédaction ; communication sur cet objectif et les résultats obtenus

3) Calendrier

Second semestre 2014.